



Ville de Chirongui

Chirongui, samedi 24 mars 2017

**Monsieur le Premier Ministre de la
République Française**

**Copie : Madame la Ministre de l'Outre-mer
Madame et Messieurs les élus de Mayotte**

Objet : Réponse au courrier du 22 mars 2018 du Premier Ministre

Monsieur le Premier Ministre,

Française depuis 1841, avant-même Madagascar, les Comores, Nice et la Savoie, Mayotte a dû faire preuve de persévérance et de combativité pour être reconnue à part entière comme un territoire français. Cette collectivité est certes un jeune département mais un ancien territoire français dont l'éloignement et le relatif désintérêt de l'Etat ont malheureusement conduit au fil du temps aux crises actuelles. En 2008, nous avons espéré, en accédant au statut de département, avancer enfin sur la voie du développement. Nous étions conscients que le rattrapage prendrait du temps, que nous devions consacrer toute notre énergie à travailler plus que n'importe quel autre département pour relever les défis qui s'imposaient à nous. Mais face à la procrastination de l'Etat, Monsieur le Premier Ministre, nous avons vite déchanté.

La crise d'ampleur que vous évoquez n'est pas un phénomène nouveau ; ce soulèvement populaire est le symptôme d'un mal-être profond et général qui s'est déjà manifesté en 2011 et en 2016. Mayotte a sacrifié beaucoup de son identité, de sa culture pour devenir département et en retour, nous souffrons d'un manque de reconnaissance et de considération. Comme l'a reconnu Madame la Ministre de l'Outremer, nous subissons le résultat d'échecs des gouvernements successifs, à traiter la question mahoraise.

En tant que mahoraise et élue de Mayotte, je ne peux que consentir à la légitimité des revendications issues du mouvement social qui secoue notre île, même si je ne suis pas en adéquation avec la méthode. Jamais nous n'avons eu aussi peur de l'avenir et ce, dans tous les domaines de la vie quotidienne.

Lasse d'attendre la mise en œuvre effective du droit commun et subissant au quotidien les conséquences d'une absence de maîtrise des flux migratoires, la population de Mayotte se révolte une nouvelle fois avec la persévérance et la combativité qui l'ont caractérisée pendant ces quarante dernières années.

Monsieur le Premier Ministre, vous faites référence aux inquiétudes des mahorais, mais le temps de l'inquiétude est déjà loin. L'inquiétude fait aujourd'hui place à la peur, à la colère, à l'indignation car nous sommes terrifiés par ce que notre île est devenue ; en proie à la délinquance généralisée, à l'asphyxie de nos services publics, à la dégradation de notre

environnement, Mayotte suffoque.

Après cinq semaines de grève générale, l'île s'est enfoncée un peu plus dans la crise. La situation est alarmante et la persistance du conflit conduit à la catastrophe sanitaire, économique et sociale. En 2011, nous avons mis des mois à panser nos plaies et je crains le pire pour les mois à venir. Ainsi j'appelle de mes vœux la fin de la grève générale pour que l'énergie de ce mouvement social se transforme en une énergie positive et constructive pour le développement de notre territoire.

En tant que Maire et élue de la République, j'ai foi en nos institutions et je suis convaincue que la restauration du dialogue entre le territoire de Mayotte et l'Etat est la seule issue pour une sortie par le haut de ce conflit. La venue de la Ministre de l'Outremer et l'engagement de l'Etat sur les 15 mesures d'urgence ont constitué une première étape. L'arrivée prochaine d'un délégué du gouvernement permettra, j'espère, de se mettre enfin au travail et d'élaborer un calendrier précis de déploiement d'une stratégie pour Mayotte.

Aussi, permettez-moi de vous repréciser que l'état des lieux de la situation est connu et que les besoins sont à ce jour clairement identifiés par l'ensemble des acteurs. Aujourd'hui c'est d'action dont nous avons besoin, d'investissements concrets, pour développer notre économie, rendre efficaces nos services publics aux premiers rangs desquels l'Education et le système de santé et relever le niveau de vie de la population la plus pauvre d'Europe. Nous devons offrir à Mayotte une vraie politique d'aménagement du territoire comme la France a su le faire en son temps au profit de régions métropolitaines.

Cette politique ne pourra être efficace et pérenne qu'avec l'appui d'une ingénierie confirmée dans les services déconcentrés de l'Etat où la logique de contrôle de légalité doit s'articuler en amont avec une expertise et un accompagnement préalables des projets locaux. Elle doit également impliquer la dotation aux collectivités de fonds dédiés à l'ingénierie. Rien ne sert de flécher des fonds européens ou nationaux sur Mayotte si nos collectivités ne sont pas dotées de chefs de projet à même d'élaborer les actions de développement.

Enfin, nous attendons de notre gouvernement une réelle fermeté face à l'Etat comorien qui doit conduire à une maîtrise de l'immigration clandestine mais qui doit également s'articuler avec une politique de coopération qui permette de juguler l'afflux de population vers Mayotte.

Monsieur le Premier Ministre, sachez-le, Mayotte a déjà été maintes fois délaissée par des gouvernements, sans comprendre que les investissements d'aujourd'hui seront les ressources de demain. Ainsi, la sincérité de la démarche du gouvernement doit être garantie. Cette sincérité doit s'incarner notamment dans l'élaboration d'un calendrier précis, d'une stratégie chiffrée dont les budgets pluriannuels devront être validés par un loi de finances. Un état des lieux des actions entreprises devra être produit en toute transparence avec la population tous les six mois. Cela implique également que la politique d'austérité et de réduction des dépenses publiques menée à l'échelle nationale ne s'applique pas à Mayotte, où 84 % vit en dessous du seuil de pauvreté. A défaut d'une réelle prise en compte de la situation et de la mise en œuvre rapide de mesures adaptées, il est à craindre qu'un climat insurrectionnel et d'insécurité généralisée ne conduise à de nouveaux mouvements sociaux

dans les mois à venir.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma plus haute considération,

Le Maire de Chirongui

Hanima IBRAHIMA

